

Contribution de la TCFDSMM à la consultation pré-budgétaire de la Ville de Montréal

Montréal, le 17 avril 2019

Monsieur Richard Deschamps
Président de la Commission sur les finances et l'administration
de la Ville de Montréal

Monsieur,

Étant en première ligne dans la lutte contre la faim à Montréal, nous tenons à contribuer à la consultation pré-budgétaires de la Ville de Montréal afin d'y faire entendre la voix des plus pauvres d'entre nous et celle des organismes qui les soutiennent.

La lutte contre la faim et leur efficacité

Une façon de nommer la faim est d'utiliser le concept d'insécurité alimentaire. Ce concept veut dire qu'une personne ou des personnes ont un accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières. Au Canada, on a commencé à mesurer cette situation de façon systématique depuis 2005. On y distingue trois types d'insécurité alimentaire: modéré, grave et marginale. Or, la façon institutionnelle de la mesurer change ce qui empêche de comparer les données et d'avoir une vision de l'évolution de l'insécurité alimentaire. Les chercheurs considèrent qu'en 2012, 13 % des ménages canadiens vivaient en situation d'insécurité alimentaire (11,8 % pour le Québec en 2013-2014, incluant l'insécurité marginale). En 2015-2016, la situation n'a pas changé beaucoup, au Québec, le taux est de 10,7 % et à Montréal de 13,6 selon les calculs du *INSPQ*. On pourrait conclure qu'en général le taux d'insécurité alimentaire se maintient stable sans grands changements.

La responsabilité des gouvernements

Qui a la responsabilité de résoudre ce problème ? Les premiers responsables pour s'attaquer au problème sont, bien sûr, les gouvernements et nos élus. Mais les actions gouvernementales ne s'attaquent pas à la pauvreté et donc aux revenus de 14 % des familles montréalaises à faibles revenus. Le gouvernement n'indexe pas non plus leurs revenus et ne contrôle pas non plus les hausses des biens et des services dont ces personnes ont besoin. Les gouvernements soutiennent des actions conçues par des citoyens et des organismes qui se sont mobilisés et font pression pour mettre en place des solutions immédiates et d'urgence pour combattre la faim.

Au *Conseil SAM*, on dit clairement que le taux d'insécurité alimentaire n'a pas changé depuis 15 ans, malgré les 14 millions\$ investis par différentes sources publiques et privés dans des projets pour contrer l'insécurité alimentaire. On parle notamment de la contribution de la *Ville* à travers *la Politique de l'enfant* et *l'Entente de lutte contre la pauvreté*. Ce type de constat vise clairement l'action des organismes communautaires alors que, selon une recherche de l'*Université Laval* en 2012, 80% des personnes vivant l'insécurité alimentaire ne font pas appel aux ressources communautaires. De plus et surtout, ce constat ne tient pas compte que la première chose qu'il faut évaluer dans le combat à l'insécurité alimentaire, c'est l'existence ou non d'actions qui s'attaquent aux causes structurelles de la pauvreté et donc de l'insécurité alimentaire.

Les actions gouvernementales contre les causes structurelles

Pour combattre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire, il faudrait que les gouvernements améliorent les revenus des familles qui ont moins de ressources. Principalement, par des politiques fiscales de redistribution de la richesse qui taxent davantage les riches et par le contrôle de l'évasion fiscale et l'élimination des paradis fiscaux. Ces mesures pourraient permettre la création d'un revenu de base pour toute la population qui soit supérieur au seuil de la pauvreté actuel. Ces mesures devraient être accompagnées de mesures de contrôle des prix de certains aliments de base pour que toutes les améliorations de revenus ne soient pas absorbées aussitôt par l'inflation.

Avec beaucoup plus de revenus, les familles qui vivent l'insécurité alimentaire pourraient avoir un meilleur accès à d'autres biens comme le logement, les vêtements, le transport, éducation etc. Cette amélioration des revenus aurait un impact direct sur la santé des personnes et sur leur épanouissement et, également, sur la relance économique, ces familles achetant alors ce qui leur manque le plus. Jusqu'à maintenant ce type de solution structurelle pour combattre l'insécurité alimentaire n'est pas envisagé par les gouvernements, malgré qu'il s'agisse d'une solution qui a été proposée par des organismes et des experts et sur laquelle il y a eu aussi des projets pilotes comme celle de la ville Dauphin au Canada dans les années 70. Sur la base de cela, la *Ville de Montréal* pourrait aussi participer à la création de projets qui visent directement une amélioration des revenus des personnes et des familles à faible revenu.

Les actions des organismes communautaires, de l'économie sociale et autres

Aujourd'hui, le constat de certains, que nous venons d'exposer, veut expliquer la persistance de l'insécurité alimentaire comme le résultat de l'inefficacité de l'action des organismes communautaires et autres initiatives qui sont financés par les gouvernements et d'autres bailleurs de fonds. Ce point de vue semble considérer qu'on finance beaucoup ces organismes, mais que ceux-ci ne se concentrent pas assez sur l'objectif de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il faudrait donc, selon eux, orienter les politiques de financement, notamment de la *Ville de Montréal*, pour que ces organismes réorientent leurs actions et collaborent entre eux à atteindre cet objectif. Ils proposent clairement qu'il faut donner aux politiques de financement de la *Ville* des objectifs clairs par rapport aux actions des organismes en lien avec la lutte contre l'insécurité alimentaire et les évaluer immédiatement dans cette perspective. Cette vision suggère aussi qu'il faudrait même soutenir les petites et les moyennes entreprises comme partenaires susceptibles de contrer l'insécurité alimentaire. (???)

Cette approche ne veut pas comprendre ni la nature, ni l'histoire des actions du milieu communautaire. Elle pose tout le poids de la réduction de l'insécurité alimentaire sur des organismes qui ont des ressources très limitées pour faire face aux causes structurelles de la pauvreté. Comment diminuer le taux d'insécurité alimentaire alors que 80% des gens constituant ce taux n'ont pas recours au communautaire ? Comment ces organismes pourraient-ils améliorer les revenus des personnes et les protéger des hausses des prix des aliments, du loyer et du coût de vie en général ? Si l'insécurité alimentaire persiste, c'est parce que le taux de faible revenu persiste, parce que les revenus et les salaires n'augmentent pas pendant que les prix des aliments, du loyer, du transport et autres ne cessent pas d'augmenter.

Les organismes communautaires ne pouvant pas s'attaquer au faible revenu des personnes ont choisi d'autres solutions qui ciblent la diminution du prix des aliments comme par exemple cuisiner ensemble ou préparer autrement des plats (notamment en contribuant avec beaucoup d'heures de travail non payés) pour manger à moins cher (cuisines collectives, restaurants populaires, popotes roulantes, repas pour les écoliers). Avec une mobilisation citoyenne plus importante, certains organismes, ont créé des groupes d'achats, des marchés de quartiers solidaires, des épiceries solidaires, pour qu'avec des achats collectifs et une implication citoyenne, le prix des fruits, des légumes et autres denrées soient plus abordable que ceux vendus par les supermarchés. Ces initiatives ne peuvent qu'augmenter un tant soit peu la capacité d'achat des personnes à faible revenu et, dans ce sens, ils contribuent à pallier à l'insécurité alimentaire. Mais ces gens demeurent quand même vulnérables à la montée des prix et au maintien des marges de profits importantes des grandes chaînes de distribution alimentaire et des grossistes.

Une autre solution, c'est de produire ses propres aliments. Certains citoyens et organismes se mobilisent pour créer des jardins collectifs. Une solution intéressante, mais ces jardins sont petits, ils dépendent de certains accords avec des propriétaires et, surtout, ils ne produisent que l'été les laissant démunis les autres 8 mois de l'année. Plutôt que de ne penser qu'à l'impact limité de ces initiatives, il faudrait au contraire les voir comme le début d'un changement important qui mériterait plus de soutien et l'appui d'espaces d'agrandissement. Ces jardins aident certaines familles, mais contribuent aussi à verdir, à lutter contre les îlots de chaleur, à créer des circuits très courts de production-consommation.

En conclusion

Nous aimerions que dans le nouveau budget de la Ville de Montréal il y a des mesures importants pour :

- S'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire. La Ville, en coordination avec le gouvernement fédéral, provincial et les organismes communautaires concernés pourrait proposer de projets pilotes d'un revenu de base pour toute la population qui soit supérieur au seuil de la pauvreté actuel.
- Travailler, avec les acteurs mentionnés, pour le contrôle du prix des aliments, des loyers, du transport afin de protéger les familles montréalaises des hausses de ces prix et en particulier protéger les familles à faible revenu. Les actions qui cherchent collectivement à réduire les prix des aliments devraient être valorisées et accompagnées de politiques gouvernementales
- Augmenter de façon significative le financement des organismes communautaires qui travaillent en sécurité alimentaire ou qui ont des actions en alimentation s'adressant aux populations défavorisées afin de
 - 1. Continuer à soutenir ces populations
 - 2. Promouvoir la participation des personnes qui vivent l'insécurité alimentaire (celles qui demandent de l'aide ou participent aux activités de coopération alimentaire et celles qui ne recourent pas à ces activités) dans l'identification des problèmes et des solutions au niveau général mais aussi local à l'insécurité alimentaire. Le fait que beaucoup de citoyens vivent l'insécurité alimentaire sans recourir à l'aide alimentaire ou aux autres activités nous montre déjà le désir du plus grand nombre de faire quelque chose d'autre pour s'alimenter. Il faudrait travailler plus sur ce désir des gens pour développer de nouvelles initiatives. En fait, il faut mieux connaître les citoyens qui vivent le problème de l'insécurité alimentaire et encourager leur participation dans la recherche et la mise en place des solutions. Ne pas faire pour eux, mais avec eux.
- La production des aliments dans les quartiers par des organismes citoyens devrait aussi être encouragée par l'offre de terrains plus grands et par la diversification des actions : toits verts, poulaillers, construction de serres et autres;
- La présence plus importante des organismes et des citoyens dans la production, la distribution et la transformation des aliments se traduit en un bénéfice important pour l'accès abordable à des aliments de qualité. Se limiter à un seul composant du système alimentaire rend ces initiatives plus vulnérables aux changements du contexte économique. La proposition de construire des systèmes alimentaires locaux s'inscrit dans cette orientation et mériterait un plus grand appui.
- Le développement des marchés de quartier ainsi que des groupes d'achats, des épiceries solidaires, des coopératives d'approvisionnement devraient aussi être encouragées, ainsi que les restaurants communautaires et la production de repas pour tous les écoliers et certaines personnes âgées (popotes roulantes) par les organismes communautaires. Le renforcement du pouvoir d'agir des citoyens est dans ce sens un préalable essentiel pour produire cette implication citoyenne dans l'alimentation. Il faudrait soutenir ce pôle solidaire en alimentation comme moteur dans les solutions à l'insécurité alimentaire.

Espérant par notre contribution à cette consultation pré-budgetaire apporter un éclairage pertinent à vos prises de décisions, nous demeurons disponibles pour toute information supplémentaire susceptible de comprendre les enjeux déterminants pour les montréalaises et les montréalais vulnérables.



Jean-Paul Faniel, DG de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

